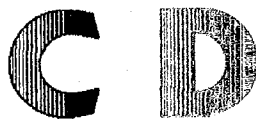


1998-57

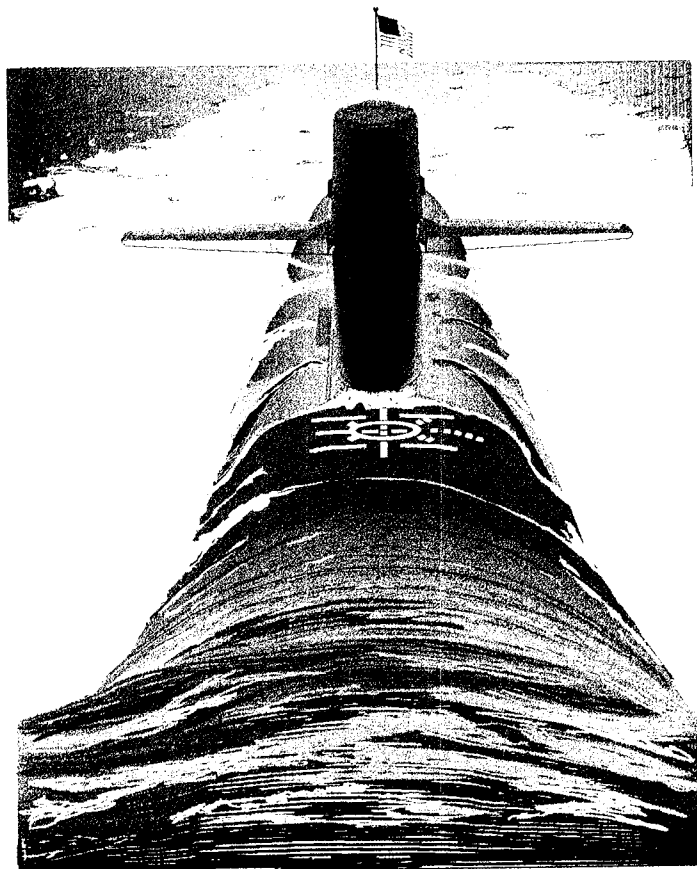
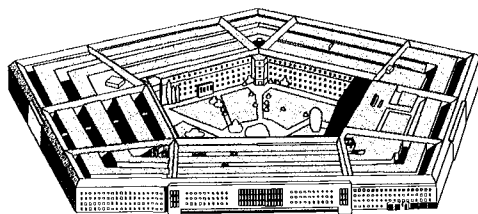
1997-1998



Mémoire de stratégie :



L'ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE ET DE LA POLITIQUE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS APRÈS LA GUERRE FROIDE



Lieutenant-colonel CHANCERELLE
groupe B1

L'EVOLUTION DE LA STRATEGIE ET DE LA POLITIQUE MILITAIRE DES ETATS-UNIS APRES LA GUERRE FROIDE



PLAN

I. GUERRE FROIDE ET STRATEGIE AMERICAINE

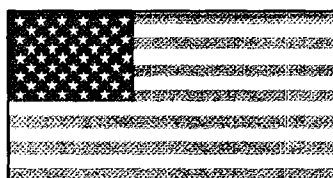
- 1. Les nécessités d'un redressement américain au début des années 80*
- 2. Les principes adoptés par l'équipe « Reagan »*

II. L'APRES-GUERRE FROIDE

- 1. Un nouvel adversaire à définir*
- 2. L'analyse de la Maison-Blanche sous l'administration Bush*
- 3. La confirmation de cette orientation sous la présidence Clinton*

III. QUAND WASHINGTON REPENSE SA STRATEGIE MILITAIRE

- 1. L'évocation de nouvelles menaces potentielles*
- 2. L'influence des arrière-pensées budgétaires*
- 3. Les arguments géopolitiques et stratégiques*



INTRODUCTION



La guerre froide a pris fin. L'Allemagne unifiée est membre de l'OTAN. L'URSS éclate et fait place à plusieurs états affaiblis et fragiles. Au même moment, à la tête d'une coalition de 27 états, les Etats-Unis écrasent en quelques semaines l'appareil militaire irakien, réussissant une formidable projection de force. A effets spectaculaires, une cause : l'existence incontestable d'un objet contesté, une stratégie américaine.

Il est dans le génie américain d'avoir de profondes convictions dans l'ordre des valeurs spirituelles, mais dans ceux de l'action et des affaires pratiques, l'esprit empirique l'emporte, la méfiance est de règle vis-à-vis des théories : ainsi, la notion même de « stratégie américaine » apparaît-elle aux yeux de certains experts d'outre-Atlantique comme une construction purement intellectuelle, à la française. Aussi, ils éprouvent un certain sentiment d'étrangeté en présence de ces blocs doctrinaux qu'a constitué pendant longtemps en URSS le manuel du maréchal SOKOLOVSKI et que constitue encore la doctrine française de la dissuasion nucléaire.

Est-ce à dire que les Etats-Unis n'ont aucune stratégie ?

En fait, si nous n'avons pas, comme dans d'autres pays, de grands textes ou traités officiels, sa doctrine se précise lentement, liée de près à l'évolution de l'environnement géostratégique, définie au fur et à mesure par le Président qui décide du moment, du lieu et de la nature de sa formulation. Nous avons à faire à cet empirisme utilitariste anglo-saxon qui se défie des constructions rigides préjudiciables à la liberté de manoeuvre et à l'autonomie de décision.

Mais cette recherche de la souplesse n'équivaut, en fait, nullement à un renoncement à la stratégie : il y a aux Etats-Unis *un complexe stratégique*, vaste système intellectuel, administratif, politique et militaire où s'effectue le traitement des différents objets que doit saisir la stratégie pour connecter entre eux les moyens et les fins.

L'évolution de la stratégie et de la politique militaire des Etats-Unis au cours des deux dernières décennies est à cet égard très significative. Après avoir rappelé succinctement les données essentielles de la posture américaine au temps de la puissance soviétique, nous verrons comment les stratèges de ce pays ont abordé la nouvelle situation créée par l'effondrement de l'URSS, puis nous intéresserons à l'apparition d'un nouveau courant stratégique au sein du Pentagone et d'un cercle de plus en plus large d'experts américains.



La stratégie des Etats-Unis pose à l'observateur non américain quelques difficultés d'appréciation. Comment en effet appréhender la signification des interventions militaires extérieures d'un grand pays qui ne connaît aucun adversaire à ses frontières, qui s'est assuré une position dominante dans les deux océans qui le bordent et qui prône par ailleurs l'établissement d'un ordre mondial harmonieux et dispose de l'économie la plus puissante de la planète. La tension chronique de l'Amérique entre sa volonté affirmée d'instaurer la paix et l'harmonie dans le monde et sa tendance instinctive à éliminer les obstacles par la force induit un comportement partagé entre la poursuite d'objectifs philosophiques à long terme et la réponse au jour le jour aux événements d'un monde rétif.

Pendant les quarante années qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale, l'existence d'un adversaire puissant et identifié, l'URSS, a fortement influencé les concepts et les moyens d'action, articulés autour des comportements et des intentions réelles ou supposées de ce dernier. Des règles de comportement, prenant peu à peu la force d'une véritable jurisprudence, se sont établies, et la stratégie américaine a pris forme par une double approche théorique et pragmatique. Du point de vue théorique, le constat de la menace a conduit à la formulation d'une stratégie des moyens délimitant à son tour une certaine marge de manoeuvre du politique. Cette adaptation constante a eu pour effet de subordonner à tout moment la politique aux capacités réelles, et a fait obstacle dans une large mesure à la mise au point d'une vision à long terme. Dès lors, la grande stratégie a eu tendance à se limiter aux idées générales et à une philosophie de l'ordre mondial. D'un point de vue pratique, la conduite au jour le jour d'une stratégie des petits pas a mis à l'honneur une philosophie des relations entre partenaires-adversaires d'où sont issus progressivement un ensemble de règles de comportements et un mode de communication visant en priorité à éviter toute catastrophe accidentelle et à permettre une certaine maîtrise des événements¹.

I. GUERRE FROIDE ET STRATEGIE AMERICAINE

A Yalta, Roosevelt avait abandonné la moitié de l'Europe à Staline. C'est à l'automne 1946 que l'Amérique en réalisa les conséquences. « *Le principal élément de la politique américaine vis-à-vis de l'URSS doit être de contenir avec vigilance, fermeté et détermination les tendances expansionnistes des russes* » écrivait alors le diplomate Georges Kennan depuis Moscou. Désormais les Etats-Unis allaient multiplier les alliances et les traités. En 1949, la tension internationale atteignait un tel seuil que les Etats-Unis renonçaient à leur politique insulaire traditionnelle, créaient l'OTAN, s'engageaient sans réserve au côté de l'Europe occidentale et définissaient, avec le *containment*, une stratégie globale vis-à-vis de l'URSS et fondée principalement sur l'arme nucléaire et l'équilibre de la terreur, ainsi qu'une politique interventionniste tous azimuts. C'est ainsi que dans les années suivantes on assiste à un développement massif de la puissance militaire américaine et à des interventions comme en Corée ou au Vietnam, au nom de la « théorie des dominos ».

¹ Raymond Manicacci, dans « *Les lauriers incertains* » (FEDN, 1991)

Les nécessités d'un redressement américain au début des années 80

Au début des années 80, la perception d'un défi nouveau en intensité, et global dans ses diverses composantes, a conduit l'électorat américain à installer à la Maison-Blanche une équipe qui s'est engagée à restaurer l'image et l'instrument de la puissance des Etats-Unis dans le monde.

Dans son discours télévisé du 19 octobre 1980, le candidat Reagan lançait le slogan « peace through strenght ». L'analyse est simple mais efficace. Sous l'effet conjugué de la défaite au Vietnam, de la crise morale du Watergate et d'une présidence Carter inconstante, les Etats-Unis ont perdu l'initiative sur la scène mondiale. Profitant de ce repli, les soviétiques poussent partout leurs pions dans le monde :

- déploiement des SS-20 en Europe,
- implantation en Afrique, soit par cubains interposés, en Angola et au Mozambique, soit directement, en Ethiopie,
- invasion de l'Afghanistan,
- soutien aux sandinistes au Nicaragua et relance des guérillas en Amérique centrale,
- développement de capacités maritimes manifestant une volonté de présence océanique mondiale.
- enfin, à l'abri des accords SALT, développement d'un arsenal nucléaire de plus en plus menaçant pour la sécurité du territoire américain.

Dans ces conditions, le tandem Reagan-Bush est bien convaincu que les soviétiques ne sont disposés à des compromis sérieux que face à un adversaire en position de force. Les reaganiens apparaissent donc beaucoup moins comme des idéologues que comme des real-politiciens pour qui tout avantage diplomatique ne saurait s'obtenir que si l'on dispose de moyens suffisamment impressionnants et que l'on manifeste sa résolution politique à y recourir si besoin était. Le président Reagan réussit à reconstruire, au prix d'un effort budgétaire sans précédent depuis les guerres de Corée et du Vietnam, un outil militaire considérable.

Les principes adoptés par l'équipe « Reagan »

Les orientations nouvelles contenues dans le *document de sécurité nationale n° 32*, suivi par une série d'autres directives, en particulier le *manuel de l'armée de terre* où l'on trouve exposé le concept *AirLand Battle*, ont constitué un virage sans doute aussi significatif de la stratégie américaine que ne l'avait été en 1979 le remplacement officiel de la stratégie anticités par l'antiforces, plus flexible. On y trouve la volonté des Etats-Unis de se doter des moyens et des plans suffisants pour « vaincre l'URSS à n'importe quel niveau de conflit, de l'insurrection à la guerre nucléaire »², d'acquérir la capacité d'intervention sur des théâtres diversifiés et de conduite de guerres prolongées sur plusieurs fronts simultanés au nom d'une perception globale des intérêts vitaux des Etats-Unis. Cette stratégie s'appuie sur l'appel d'une manière croissante aux alliés, la promotion des options économiques et « concurrentielles » dans la rivalité avec Moscou, sur les terrains où l'URSS est la plus faible (technologies avancées, aide économique aux pays amis...) et, sur le plan militaire, outre la modernisation accélérée de la triade stratégique (missiles, bombardiers, SNLE), le perfectionnement des systèmes de

² « First complete guidance »; *New York Times*, article de R. Halloran du 30 mai 1982

commandement, de communications et de renseignement (C3i) et celui des capacités de projection de forces.

En résumé et avec l'option zéro, il apparaît assez clairement qu'avec le souci du maintien de l'administration Reagan des principes de la riposte graduée sur la front principal face au Pacte de Varsovie, la défense des intérêts vitaux de l'Amérique sur le terrain périphérique relève d'une philosophie qui cherche à tirer les enseignements du passé et semble soumise au concept de l'escalade horizontale : si les Etats-Unis sont confrontés à une offensive au « centre », ils se réservent la possibilité de porter la riposte sur les points faibles de l'URSS, en faisant immédiatement monter les enchères aussi haut que leur permettent leurs moyens militaires. L'« initiative de défense stratégique » et l'immense effort technologique et financier qui est consenti durant cette période par les Etats-Unis au profit de ses forces armées est quasiment exclusivement tourné contre l'U.R.S.S. ou ses périphériques.

II. L'APRES GUERRE FROIDE

Mais avec l'effondrement de l'Union soviétique, les dirigeants américains sont contraints d'identifier les contours du « nouvel ennemi » afin d'orienter le développement de leur tactique et de leurs nouveaux systèmes d'armes. Auparavant, tout était simple : les forces américaines devaient se préparer à un combat de titans contre le déferlement des armées du pacte de Varsovie sur les plaines d'Europe. La dissolution du pacte - dont plusieurs membres s'apprêtent à rejoindre l'OTAN - a obligé Washington à envisager de nouveaux scénarios. Mais les tactiques enseignées dans les écoles de guerre étant difficilement dissociables des postulats stratégiques d'ensemble, l'absence d'adversaire désigné complique toute planification militaire.

Un nouvel adversaire à définir

Depuis 1989, les dirigeants militaires américains cherchent qui pourrait tenir le rôle autrefois dévolu à l'Union soviétique. Avec cet objectif en vue, le général Colin Powell, chef d'état-major des armées jusqu'en 1996, avait, sitôt après la chute du mur de Berlin, constitué une équipe de planification politique et stratégique au sein du Pentagone. Ce groupe décida d'insister sur la menace des pays du Sud comme l'Iran et l'Irak, à la fois perçus comme potentiellement hostiles au monde occidental et dotés de forces armées importantes.

L'analyse de la Maison-Blanche sous l'administration Bush

Au printemps 1990, cette nouvelle approche, appelée « stratégie de défense régionale », fut approuvée par les chefs du Pentagone et par le président Georges Bush. Elle fut ensuite présentée au peuple américain par M. Bush lui-même, dans un discours prononcé le 2 août 1990³, jour de l'invasion du Koweït par l'Irak. Même si

³ Discours devant l'Aspen Institute, Aspen, Colorado

ce télescopage laissa croire que la nouvelle stratégie répondait à la situation créée dans le Golfe, elle avait bien été approuvée par la Maison Blanche plusieurs mois avant l'invasion irakienne. Trois raisons fondamentales ont conduit le président et ses conseillers à modifier profondément la posture militaire des Etats-Unis.

La première d'entre elle résulte de l'effondrement du bloc soviétique. Dès le printemps 1990, il était devenu évident que le retrait des unités de l'armée soviétique déployées en Europe centrale était inéluctable, après le succès des mouvements démocratiques dans la totalité des pays d'Europe centrale et orientale, mais également après la conclusion des négociations « 2+4 » sur la réunification de l'Allemagne, débarrassée de tout obstacle après l'accord germano-soviétique du 16 juillet 1990. La stratégie du *Containment* inaugurée en 1947-1948 était couronnée de succès au-delà de toutes les espérances. Il convenait, après cette victoire éclatante et sans affrontement armé, de tourner la page.

Le second motif est lié à la perception de plus en plus aiguë de la prolifération des risques à l'échelle planétaire. La fin de la guerre froide correspond en effet à une phase de transition. On passe, dans les relations entre Etats, d'une période très stable à hauts risques à une période plus agitée. Cette instabilité potentielle prend une dimension d'autant plus inquiétante pour les dirigeants américains qu'elle coïncide avec la dissémination d'armements de plus en plus sophistiqués dans de nombreux pays du Tiers Monde. Le conflit avec l'Irak a mis en évidence ce phénomène, qui concerne désormais un très grand nombre d'Etats : environ douze pays du Tiers-Monde possèdent plus de 1000 chars de combat, 41 d'entre eux arment 250 sous-marins classiques, 102 possèdent des missiles antinavires et une quinzaine d'entre eux seraient en mesure de se doter d'armes nucléaires d'ici la fin du siècle⁴.

Enfin, la transformation de la politique militaire des Etats-Unis tient aussi très largement à la crise des finances publiques américaines, avec l'augmentation croissante du déficit budgétaire, qui pousse une part importante de la population et du Congrès à réclamer les « dividendes de la paix » par un transfert massif de crédits vers des investissements considérés comme prioritaires par rapport à ceux de la défense.

La guerre du Golfe permit de résoudre le problème de l'ennemi manquant. Comme l'expliqua à l'époque M. Richard Cheney, ministre de la défense : « La guerre du Golfe est l'avant-coureur du type de conflits que nous risquons le plus de rencontrer dans la nouvelle ère : des confrontations régionales nous opposant à des ennemis bien armés et dotés à la fois d'armes conventionnelles sophistiquées et de charges chimiques et nucléaires. ⁵»

La confirmation de cette orientation par le président Clinton

A partir de 1993, cette orientation d'ensemble servit de base à la stratégie militaire de la nouvelle administration Clinton. Dans sa remise à plat stratégique (« Bottom-up-review »), le ministère de la défense conclut en effet que, malgré la défaite cuisante de l'Irak, les Etats-Unis continueraient à être confrontés à une vraie menace venant de puissances hostiles du Sud. Et, pour y faire face, l'Amérique devrait maintenir un appareil militaire capable d'affronter simultanément des

⁴ Maritime strategy ; *Naval Review 1990* ; Proceeding

⁵ Déclaration devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, 19 mars 1991

« grands conflits régionaux ». Dans son analyse stratégique plus récente, en mai 1997, le Pentagone a confirmé cette politique. Tout en recommandant qu'un effort de recherche plus poussé soit fait dans le domaine des armes de très haute technologie, l'analyse réitérait la nécessité de se préparer à un conflit avec les « Etats parias ». Et affirmait que le principal danger pour les Etats-Unis venait de la menace de coercition ou d'agression ouverte contre des alliés ou des amis dans des régions clés, de la part d'Etats hostiles et pourvus d'une capacité militaire significative.

La priorité restait donc le maintien d'une force militaire suffisante pour mener et remporter simultanément deux conflits régionaux majeurs. Le Pentagone pensait que l'un des conflits aurait lieu dans le golfe Persique (contre l'Iran ou contre l'Irak) et l'autre en Asie (contre la Corée du Nord).

III. « QUAND WASHINGTON REPENSE SA STRATEGIE MILITAIRE »⁶

L'évocation de nouvelles menaces potentielles

Cependant, la stratégie militaire américaine est en train de vivre une révolution tranquille. Jusqu'à la fin de la guerre froide, en 1991, les stratèges du pentagone s'étaient exclusivement souciés de la menace brandie, selon eux, par les Etats hostiles du tiers-monde, ces adversaires que Washington appelait des « régimes parias ». Mais il y a peu, nombre d'experts militaires ont mis en garde contre l'émergence possible d'un « concurrent de puissance comparable », c'est-à-dire suffisamment puissant pour pouvoir affronter les Etats-Unis avec des chances presque égales de l'emporter. Ce concurrent n'existe pas encore, mais l'éventualité de son émergence commence à modifier les perspectives stratégiques des Etats-Unis.

A Washington, la politique militaire officielle n'a pas changé. Mais, récemment, les stratèges américains se sont penchés sur des scénarios très différents : un conflit avec Moscou pour les ressources de la Caspienne, une guerre avec Pékin pour garantir la liberté de navigation dans la mer de Chine.

Ces scénarios ne sont, pour le moment, envisagés que par un petit groupe de stratèges militaires, de responsables des services de renseignement et d'experts civils. Mais le Congrès n'est pas inactif, qui débat du type de forces militaires nécessaires dans les décennies à venir. Pour les partisans de la stratégie officielle de lutte contre les « régimes parias », les niveaux actuels de dépenses militaires suffisent pour garantir la sécurité des Etats-Unis. En revanche, ceux qui pensent que la menace principale viendra bientôt de Chine ou de Russie estiment que le budget des forces armées doit beaucoup augmenter. Inutile de préciser que l'enjeu d'un tel débat stratégique n'est pas mince, qu'il s'agisse de l'affectation de dépenses publiques aux Etats-Unis ou de l'état des relations internationales.

Cette constance a beau avoir satisfait le président Clinton, elle n'a pas convaincu ceux qui, au Pentagone et ailleurs, estiment que la menace des « Etats parias » n'est pas suffisante pour garantir le vote par le Congrès des gros budgets militaires qu'on lui réclame. Ils estiment donc que les Etats-Unis devraient insister

⁶Michael Klare, *Manière de voir*, février 1998

sur la menace posée par des adversaires plus redoutables. Notamment la Russie ou la Chine.

Plusieurs facteurs expliquent la perte de crédit de l'actuelle stratégie « antiparia ». D'abord, le niveau de la menace potentielle posée par les Etats ciblés a sensiblement baissé. La Corée du Nord, par exemple, est souvent décrite comme ravagée par la famine, et elle a commencé à démanteler son potentiel nucléaire. L'Iran, qui vient d'élire un président plus modéré, ne manifeste plus un comportement très agressif. L'Irak a perdu le contrôle de ses provinces kurdes du nord du pays et ne détient plus qu'une fraction de sa puissance militaire d'antan.

L'influence des arrières-pensées budgétaires

Voté par le Congrès, le budget des forces armées doit en effet, chaque année, pouvoir être justifié par la présence ou la perspective d'une menace.

Ceux qui critiquent la fidélité à l'orientation décidée en 1990 s'inquiètent donc du risque de la voir mettre en cause le vote de crédits militaires destinés à l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes. La plupart des acquisitions faites lors de la période de réarmement des années Reagan commenceront à devenir obsolètes au début du siècle prochain, et le ministère de la défense aimerait bien leur substituer des produits plus avancés : avions de combat F-22 et Joint Strike Fighter. Le tout pour un montant d'environ 350 milliards de dollars, inflation non comprise.

Afin d'obtenir de tels crédits, le Pentagone devra pouvoir expliquer que les forces américaines risquent d'affronter des ennemis puissants et bien équipés. Or la plupart des armes dont disposent les « Etats parias » sont technologiquement dépassées. Peu susceptibles de faire le poids avec les équipements actuels de l'armée américaine, elles justifient mal l'acquisition de nouveaux dispositifs coûteux. Le Congrès, obsédé par l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire, pourrait rechigner devant les demandes du Pentagone. A moins d'être convaincu que la situation internationale est lourde de menaces.

Les arguments géopolitiques et stratégiques

Or les Etats-Unis dépendent de leurs importations de matières premières, et en particulier de pétrole. Ils importent environ la moitié de leur consommation pétrolière, et cette dépendance, de nature stratégique, croîtra à mesure que les réserves intérieures américaines s'épuiseront. Washington se soucie donc de voir garantir l'acheminement des importations venues du Golfe. Et s'intéresse aux zones de la mer Caspienne et de la mer de Chine riches en pétrole et en gaz naturel. Tout cela a ravivé l'inquiétude concernant l'évolution de la Russie (qui estime que la mer Caspienne appartient à sa sphère d'influence historique) et de la Chine (qui revendique une bonne partie de la mer de Chine, « territoire national offshore »).

Un nombre croissant de stratèges américains en viennent à remettre en cause la doctrine « antiparias » encore en vigueur et envisagent la perspective d'un affrontement avec la Chine ou la Russie. Ces stratèges admettent volontiers qu'aucun des deux pays ne constitue maintenant une vraie menace pour la sécurité américaine. Mais ils prétendent que d'ici à dix ou vingt ans l'un ou l'autre pourrait devenir un concurrent sérieux. Dans une telle éventualité, les Etats-Unis doivent être prêts.

Pour le moment, c'est le dernier rapport publié par l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) qui fournit le signe le plus net de ce basculement de perspective géostratégique. Il relève en effet que, même si le risque d'un conflit mondial a pour l'essentiel disparu, les Etats-Unis ne doivent pas juger invraisemblable tout défi militaire venant d'une puissance majeure. Celle-ci n'aurait sans doute pas les moyens de les affronter pour le leadership mondial, mais elle pourrait être assez forte pour vouloir, dans un théâtre d'opérations proche de son territoire, équilibrer les Etats-Unis.

Accusant les différences avec la stratégie actuelle, le rapport de l'INSS insiste sur ce qui distingue les « Etats parias » de ce prochain concurrent. Ce dernier possédera des forces nucléaires en bon état de fonctionnement ; il sera capable d'envoyer des satellites; il conservera des effectifs militaires importants. Pour ces raisons, les concurrents potentiels régionaux constituent une menace beaucoup plus significative que les régimes parias. Pour le moment, seules la Russie et la Chine remplissent ces conditions. Mais le rapport suggère qu'une des puissances régionales importantes, comme l'Inde, pourrait devenir militairement significative dans la décennie à venir.

Même si les dirigeants américains continuent d'insister sur la menace des « régimes parias », ils se soucient des dangers que suggèrent, à terme, les développements militaires en Russie et en Chine. La Russie, qui aurait commencé à s'extraire du tourbillon dépressif des années 90, serait désormais capable de reconstruire et de moderniser ses forces armées. La Chine utiliserait sa puissance économique pour poser les bases d'une infrastructure militaire de rang mondial.

Le 6 février 1997, la commission des forces armées du Sénat a entendu une déposition significative de la nouvelle ligne : celle du général Patrick Hughes, directeur de l'Agence de renseignements de la défense (Defense intelligence Agency, DIA). Rompant avec les pratiques antérieures, le général Hughes a d'abord parlé de la Chine : « *Au total, la Chine est l'une des rares puissances à disposer du potentiel nécessaire -politique, économique et militaire - lui permettant de devenir d'ici à vingt ans une menace régionale significative pour les intérêts américains.* » Au cas où la Chine choisirait d'affirmer davantage ses visées régionales, « *la perspective d'un affrontement direct avec d'autres puissances régionales augmenterait d'autant* ». Dans la pire des hypothèses, elle pourrait estimer que les Etats-Unis représentent pour elle une menace militaire directe.

Le général Hughes ajouta alors : « *Comme la Chine, la Russie dispose du potentiel nécessaire lui permettant de devenir une menace régionale majeure pour les intérêts américains.* » Dans les dix années à venir, la faiblesse économique du pays écarte ce genre de risque, mais, « *après cela, la possibilité que la Russie redevienne une puissance régionale rivale des Etats-Unis augmente de façon significative*⁷ ».

Des appréciations de ce type se retrouvent aussi dans les textes des universitaires qui analysent les relations internationales. Dans le livre *The coming conflict with China*, un journaliste du New York Times, Richard Bernstein, et un membre d'une fondation conservatrice de Philadelphie, Ross Munro, suggèrent que l'assurance gagnée par la Chine dans ses rapports avec le reste de l'Asie pourrait déboucher sur une guerre avec les Etats-Unis. Ceux qui insistent davantage sur le potentiel russe se soucient des liens de Moscou avec les anciennes Républiques

⁷ Général Patrick Hughes, « A CIA Global security Assessment », *Defense Issues*, 6 février 1997

soviétiques d'Asie centrale, et plus particulièrement de l'importance décisive du pétrole de la mer Caspienne. Recrutés par des compagnies pétrolières américaines, un certain nombre d'« anciens » des administrations républicaines veillent d'ailleurs à mobiliser l'opinion américaine contre le danger que la Russie ferait peser sur la région. Ainsi, en mai 1997, M. Caspar Weinberger, ancien ministre de la défense du président Reagan, a tiré la sonnette d'alarme : « *Au moment où l'Occident célèbre l'expansion apparente de l'OTAN en Europe centrale, la Russie s'affaire à remporter sa victoire stratégique à elle : l'emprise sur les ressources énergétiques de la région de la mer Caspienne. Si Moscou y parvient, cette victoire pourrait bien signifier davantage que le succès occidental en matière d'élargissement de l'OTAN*⁸. »

Une tension existe bien entre des experts diplomatiques qui mettent l'accent sur le danger russe et ceux qui souligneraient plutôt l'existence d'une menace chinoise, mais ces deux groupes se retrouvent pour mettre en garde contre la coopération militaire qui se noue entre Moscou et Pékin. En juillet 1997, plusieurs parlementaires américains ont signé une proposition de loi qui suspendrait l'aide des Etats-Unis à la Russie au cas où Moscou persisterait dans son projet de vendre des missiles SS-N-22 à la Chine.

S'il se généralisait à Washington, un tel climat de défiance à l'encontre des « concurrents de puissance comparable » transformerait la donne internationale. Les progrès du dialogue entre l'OTAN et la Russie seraient remis en question, au risque de ranimer des foyers de tension tout le long de la périphérie de l'ex-Union soviétique. En Asie, la dégradation des rapports sino-américains provoquerait un durcissement de la position chinoise sur Taiwan et sur les questions de la mer de Chine. Le risque d'une nouvelle guerre froide et de l'apparition de plusieurs points de friction internationaux ne pourrait plus être écarté.



Pour le moment, cette analyse n'est pas partagée par les dirigeants américains. Les « régimes parias », et non la menace éventuelle posée par la Russie ou la Chine, les préoccupent réellement. En dépit des différents sur les questions de transferts de technologies militaires, notamment vers l'Iran, l'administration Clinton continue de cultiver des relations cordiales avec ces deux pays. Elle a cherché à rassurer Moscou, inquiet de l'élargissement de l'OTAN, en facilitant la signature d'un partenariat entre la Russie et l'Alliance. Avec Pékin, Washington a mis une sourdine aux critiques concernant les droits de l'homme. Là, les intérêts économiques ont joué : la Chine est l'un des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis et les firmes américaines entrevoient tous les avantages du marché gigantesque qui se développe.

Cependant le discours sur les « concurrents de puissance comparable » a cessé d'être marginal et il commence à influencer les stratèges du Pentagone. Beaucoup dépendra de l'état des rapports sino-américains et russo-américains. L'irruption d'une crise impliquant à la fois Washington et Moscou ou Pékin

⁸ Caspar Weinberger et Peter Schweizer, « Russian's Oil Grab », *New York Times*, 9 mai 1997

provoquerait presque certainement une remise en cause des anciens postulats stratégiques et un durcissement de la politique étrangère américaine.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES :

- * « Les Lauriers incertains », Raymond (FEDN, 1991)
- * « La culture stratégique américaine », de Bruno Colson
- * « Le grand échiquier », Zbigniew Brzezinski

ARTICLES :

- * « La politique de défense des Etats-Unis dans l'après-Guerre froide », Stanley Hoffmann , *Revue de la défense nationale* n° 4/1990
- * « Les évolutions de la politique de défense des Etats-Unis », *revue de la défense nationale* n° 3/1988
- * « La politique militaire des Etats-Unis », Edward Luttwak , *Foreign Affairs* juillet/août 1996
- * « Quand Washington repense sa stratégie militaire », Michael Klare, *Manière de voir* février 1998
- * « Les tribulations de la pensée stratégique américaine », *revue de politique étrangère* n° 1/1997
- * « L'Amérique, la guerre, le droit », Gérard Olivier, *Le spectacle du Monde* n°5541, mars 1998